

# Rentrée sociale : Quatre questions à Jean-Christophe Le Duigou\*

**Jean Christophe Le Duigou, secrétaire de la CGT dans un interview à *Economie et politique* s'exprime sur les grandes questions de la rentrée :**

**Emploi :** « *On n'attend pas seulement des syndicats qu'ils dénoncent une situation insupportable. Nous avons à proposer des axes d'interventions, des objectifs de bataille afin de construire des solutions* »

**Financement de la protection sociale :** « *La priorité est ...pour la CGT la réforme du mode de calcul de la contribution des entreprises* »

**Convergences de luttes :** « *la pure critique divise alors que le débat sur les propositions et le contenu des réformes à entreprendre aident à clarifier et à unir* »

**Initiatives de rentrée :** « *Nous nous tournons résolument vers les salariés pour ... examiner les conditions de l'action (les objectifs, les moyens, le calendrier) et continuer à poser le problème de l'unité qui est incontournable* ».

***Economie & Politique : On constate une dégradation de la conjoncture et de l'emploi en France et en Europe. Quelle est l'appréciation de la CGT ? Face à ces difficultés, quelles mesures conjoncturelles et structurelles préconisez-vous pour y faire face ?***

La situation de l'emploi se dégrade profondément avec des conséquences sociales dramatiques. Dans de nombreux secteurs industriels (métaux, électronique, textile, mécanique ...) c'est l'emploi ouvrier qui est massivement touché. Mais le recul frappe aussi les services, le commerce, la fonction publique ... Quelles que soient les manipulations statistiques le chômage s'accroît désormais régulièrement depuis 2002. Plus démonstratif encore est l'évolution de l'emploi. L'emploi total comme l'emploi dans le secteur privé n'avait cessé d'augmenter depuis 1993, lentement jusqu'en 1996, plus nettement après. Il a plafonné en 2001-2002. Désormais il recule. La France s'est mise à détruire plus d'emplois qu'elle n'en créait !

Les entreprises se sont lancées depuis un an les unes après les autres dans des programmes de restructuration et de recherche de compétitivité qui ont eu pour conséquence de réduire les effectifs des grands groupes mais aussi, ce qui est moins visible, de peser sur les sous-traitants et fournisseurs. La consommation des ménages qui jusqu'à là soutenait à minima la croissance s'est à son tour ralentie. Le taux d'épargne a atteint un sommet de 17,3% alors que le taux d'utilisation des capacités productives dans l'industrie plafonne à 82%.

Dans ce contexte inquiétant le gouvernement a pris de mauvaises décisions qui ont amplifié l'effet du ralentissement conjoncturel sur l'emploi : les aides publiques ne sont plus conditionnées par des critères d'emploi ; la protection contre les licenciements a été réduite ; le tra-

itement social du chômage a été amputé ... La « nouvelle étape de la politique de l'emploi » annoncée à l'automne 2002 se révèle un fiasco pour lequel on demande aux salariés de régler l'addition.

Ce constat accablant est cependant insuffisant. Si l'emploi est au plus mal, c'est pour des raisons structurelles. La mauvaise conjoncture ne doit pas nous cacher les problèmes de fond qui n'ont pas été traités depuis 20 ans et qui nous écrasent aujourd'hui. Le taux d'activité des hommes baisse de 10 points en deux décennies. Celui des femmes n'augmente que de 5 points. Au total, comme nombre de pays européens, nous nous situons à un niveau structurellement bas. D'après nos propres estimations c'est 22% de la population qui est aujourd'hui écartée de l'accès à un véritable emploi. Cela représente environ 5 millions de personnes : femmes, jeunes, salariés âgés, ouvriers et personnels des services précarisés sont parmi les plus touchés.

La CGT entend ouvrir ce vaste chantier. Il ne s'agit pas de baisser les bras dans les actions contre les licenciements et les suppressions d'emplois injustifiées qui s'accroissent en cet automne, mais de travailler à un cadre d'action permettant de rassembler tous les salariés dans la bataille pour un nouveau plein-emploi. On n'attend pas seulement des syndicats qu'ils dénoncent une situation insupportable. Nous avons à proposer des axes d'interventions, des objectifs de bataille afin de construire des solutions aux problèmes que rencontrent les travailleurs. Nous sommes attendus sur ce terrain alors que tout a été fait pour entretenir le fatalisme. La solidarité doit se reconstruire autour de l'objectif de l'accès au travail et à l'emploi. Les recettes d'hier ne marchent pas. Les discours ne changent rien. Nous avons besoin de batailles audacieuses et de réformes profondes.

\* secrétaire confédéral de la CGT.

L'industrie et les services à la production ne sont pas condamnés à disparaître des territoires. On voit avec l'affaire Comilog à Boulogne le désastre que cela représenterait. Nous réussirons à maintenir et développer une activité productive en Europe qu'en dégagant de nouvelles sources d'efficacité. Tout le monde ne fera pas demain de la recherche ou des hautes technologies. En revanche produire exigera de meilleures qualifications, une recherche efficace, une nouvelle organisation du travail, des financements adaptés, la construction de solidarités européennes, la redéfinition des droits et des responsabilités des salariés qu'ils travaillent dans le privé comme dans le public, face aux directions et aux actionnaires.

Cette bataille va de pair avec celle d'une « nouvelle sécurité sociale professionnelle » telle que l'a avancée Bernard Thibault.

**E&P : Comme pour la retraite, le gouvernement entend s'appuyer sur le déficit important de l'assurance maladie pour engager la réforme de cette branche de la sécurité sociale. Quelle alternative la CGT avance-t-elle, notamment sur le financement, pour améliorer la qualité de la couverture sociale de la population face aux nouveaux besoins ?**

Je ne pose pas le problème tout à fait en ces termes. Le déficit de l'assurance maladie n'est pas une création gouvernementale. Là, comme pour l'emploi, nous nous heurtons à un problème structurel qui est aggravé par la conjoncture. La croissance des dépendances médicales est en tendance de 5% par an. Nous avons d'ailleurs avancé cette hypothèse, dans « *Economie et Politique* » au milieu des années 80 ! Elle s'est globalement vérifiée. Les besoins, leur meilleure couverture, les projets technologiques expliquent cette tendance qui se confirme quels que soient les plans successifs d'économie appliqués.

La croissance économique a été tendanciellement bien inférieure à ce chiffre. C'est donc logiquement que les dépenses de santé ont vu leur part s'accroître dans le PIB. L'assiette des contributions qui, quelle que soit la place prise par la CSG, demeure pour l'essentiel les salaires a beaucoup moins augmenté. D'où ce problème structurel de financement. Mais je soutiens que malgré des dégradations insupportables, notre système collectif de santé demeure l'un des plus performants.

Il y a quatre questions auxquelles il faut cependant d'urgence répondre si l'on veut éviter la main basse des intérêts privés sur le système de santé. La Santé est tout à la fois essentielle dans la réponse aux besoins sociaux et décisif en tant que secteur économique et d'activités d'avenir.

Il est nécessaire tout d'abord de s'atteler à la définition d'une politique de santé publique. Il y a carence en ce domaine comme l'ont montré les récentes catastrophes : sang contaminé, SIDA, décès des personnes âgées cet été... Une politique de santé c'est l'expression des besoins et des priorités mais aussi la condition d'une évaluation de l'efficacité du système collectif. C'est en un mot la charpente sur laquelle pourront ensuite s'appuyer les autres politiques : l'activité médicale, la prévention, l'éducation sanitaire, l'accueil des anciens, le traitement des handicapés...

Il faut ensuite des outils de régulation. Dès 1995 la CGT avait dit que régulation comptable et régulation médicale avaient tout à tour fait faillite. Il faut une régulation sociale qui suppose là aussi de mettre de la démocratie dans les institutions. Etatisation et privatisation guettent comme les dimensions complémentaires d'une remise en cause



du système. Nous ne nous y résolvons pas. Il faut sans doute discuter de la gouvernance des institutions médicales et de santé. Il faut surtout démocratiser l'élaboration annuelle de la loi de financement de la Sécurité sociale. Pourquoi pas lui appliquer les principes d'une réelle démocratie participative ?

En troisième lieu il faut développer un nouveau type de prévention visant à freiner la médicalisation des problèmes sociaux et sociétaux. Nous le vivons concrètement à partir du travail et de l'entreprise où l'on voit au fil du temps les problèmes de conditions d'emploi et de travail se transformer en problèmes médicaux et en arrêts de maladie. Les Français sont les personnes qui consomment le plus d'antianxiolytiques. Mais nous sommes aussi le pays où la productivité du travail est la plus forte après les États-Unis. N'y a-t-il pas un lien ? N'est-ce pas un problème à traiter ?

Enfin il y a la question du financement qui est capitale. Comment peut-on assurer des ressources en croissance ? Nous n'écartons pas bien sûr le besoin d'augmenter le taux des contributions à condition que cela corresponde à une couverture en amélioration des besoins. La priorité est cependant pour la CGT la réforme du mode de calcul de la contribution des entreprises. Nous estimons indispensable de maintenir un large financement des politiques de santé

à partir des entreprises : ces dernières sont en effet largement bénéficiaires de ces dépenses ; un financement à partir de la production est plus efficace. Nous proposons de tenir compte de l'évolution de la valeur ajoutée et des salaires de manière à ne pas pénaliser l'effort de création d'emploi et d'amélioration des rémunérations.

**E&P : L'accumulation et la diversité des conflits sociaux ne sont-ils pas révélateurs d'un malaise profond de la société française ? Face aux tentatives de divisions comment favoriser les convergences de luttes nécessaires sur des alternatives de progrès ? Un projet d'ensemble n'est-il pas nécessaire ?**

La société française souffre en profondeur. Les conséquences d'une situation économique dégradée, les exigences excessives de rentabilité que portent depuis des années les marchés financiers créent une situation très difficile. Les salariés vivent l'exposition aux risques de tous ordres sans réelles perspectives d'avenir. Les secteurs les plus fragiles sont littéralement écrasés, d'autres décrochent. Seuls les plus favorisés voient dans les évolutions quelque chose de favorable.

Il faut mesurer cette situation, toucher du doigt les divisions et les clivages profonds qui ont été ainsi engendrés avant de pouvoir s'attaquer à la construction d'un projet. Se projeter dans l'avenir est un luxe quand on ne sait pas vraiment de quoi sera fait le jour suivant ! Cette situation n'implique-t-elle pas de réfléchir à notre conception de la transformation sociale ? Résultera-t-elle de l'application d'un projet pré-élaboré ? J'en doute, sinon à renvoyer à bien plus tard les solutions qui sont urgentes. En un mot n'est-ce pas dans la pratique qu'il faut aujourd'hui apporter des réponses fondamentales. Cela permettra ensuite d'amplifier le débat sur le projet en construction, pour revenir enfin à la démarche concrète.

L'attente d'un projet ne peut en aucune manière paralyser l'intervention syndicale qui doit se développer. Bien qu'ils ne soient pas dépolitisés les salariés ne sont pas d'abord préoccupés par le débat politique. Ils ont vécu 25 ans d'alternance, avec les changements successifs de majorités et de gouvernements. Ils ne sont pas aujourd'hui convaincus que c'est d'abord à ce niveau que résident les solutions. Ils l'ont clairement dit le 21 avril 2002. Nous ne sommes pas, loin s'en faut, sortis de cette crise.

Le mouvement revendicatif, s'il ne peut pas tout faire, doit contribuer à clarifier quelques questions. Il faut en effet combattre le fatalisme et dépasser l'opposition public/privé et les clivages catégoriels qui font beaucoup de mal. Oui ou non, reprend-on l'idée « d'émancipation du travail » ? Ce n'est pas une interrogation théorique. Transformer le travail, l'enrichir par la formation, promouvoir des mobilités positives, réduire la pression du chômage, c'est se distinguer de la logique de « fin du travail », comme de l'approche libérale. C'est aussi redonner espoir aux millions de salariés aujourd'hui menacés.

Est-on d'accord avec la perspective de construction de solidarités fortes en Europe et à l'échelon mondial ? Ce qui suppose des institutions, des régulations et pas seulement la dénonciation de ce qui existe. En tout cas en tant que syndicalistes nous avons à assumer nos responsabilités au cœur des firmes multinationales dont il est trop peu question dans le débat public.

Enfin sommes nous d'accord sur le fait que les processus de transformation doivent demeurer sous la responsabilité des salariés et des citoyens eux-mêmes sans s'en remettre

à une « nouvelle avant-garde éclairée » ? La CGT pose fortement la question de la démocratie sociale. Cette revendication est curieusement peu relayée au plan politique. Elle est pourtant essentielle.

J'en reviens à un constat essentiel : la pure critique divise alors que le débat sur les propositions et le contenu des réformes à entreprendre aident à clarifier et à unir. Au printemps, comme en cette rentrée la CGT s'efforce de faire des propositions. Cette préoccupation est au cœur de notre démarche revendicative.

**E&P : La majorité gouvernementale et le Medef ont présenté le vote de la loi sur les retraites comme une victoire sur le mouvement social l'encourageant à poursuivre dans le même sens ses réformes. Quelle est votre appréciation et quels sont les propositions et les initiatives que vous proposez pour la rentrée ?**

Je vois surtout un gouvernement aux prises avec beaucoup de contradictions. Il a tellement gagné sur le dossier des retraites qu'il doit reculer sur tous les autres ! Il parle de concertation. Nous ne sommes bien sûr pas dupes de la manœuvre. Le gouvernement ne change pas pour le moment d'objectif. Il a dû provisoirement reculer sur le statut d'EDF-GDF. Il a repris une participation significative dans Alstom pour empêcher le dépôt de bilan. Il a dû amorcer un sensible ajustement sur l'éducation ; la réforme de la santé est différée... je n'allongerai pas la liste. Il est clair que le passage en force sur le dossier des retraites, alors que le mouvement revendicatif demeurerait fort, laisse des traces.

C'est à nous d'apprécier cette situation pour déterminer notre démarche d'action. Marc Blondel ne voit pas de véritable mobilisation, Sud entretient le pessimisme et parle « d'échec du mouvement du printemps » ! La CFDT doit renforcer sa critique vis à vis du gouvernement. L'emploi s'impose comme question majeure alors que la crise des finances publiques s'amplifie. Nous nous tournons résolument vers les salariés pour discuter de toutes ces questions, examiner les conditions de l'action (les objectifs, les moyens, le calendrier) et continuer à poser le problème de l'unité qui est incontournable.

Les rendez-vous sont multiples : les retraites complémentaires ; la négociation sur la formation professionnelle ; celles sur « l'accompagnement des restructurations » ; le projet de loi de finances, le futur projet de loi de financement de la sécurité sociale. Mais nous ne voulons pas subir un calendrier qui nous est imposé.

Le 9 septembre nous nous sommes adressés à des centaines de milliers de salariés du privé pour les informer du contenu des négociations AGIRC-ARRCÔ et leur proposer des actions. Le 4 octobre se tiendra à Rome une manifestation européenne sur les revendications sociales (retraites, emploi, droits des salariés) à l'occasion du Sommet des chefs d'Etat. Pour le 8 octobre se multiplient des décisions d'actions d'entreprises et de branches à l'occasion d'une réunion ministérielle sur l'emploi. Cette journée peut-elle devenir un véritable rendez-vous revendicatif de la rentrée ? Si les salariés le souhaitent la CGT est prête à amplifier la mobilisation.

Les trois semaines qui viennent vont être essentielles pour déterminer démocratiquement la stratégie revendicative en cet automne. Mais l'attitude du gouvernement et du Medef, leurs choix, seront aussi déterminants pour la suite des événements. ■